

Parent, Jean, *Le Modèle suédois*, Calmann-Lévy, Paris, 1970, 303 p.

Kimon Valaskakis

Volume 3, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700181ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700181ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Valaskakis, K. (1972). Review of [Parent, Jean, *Le Modèle suédois*, Calmann-Lévy, Paris, 1970, 303 p.] *Études internationales*, 3(1), 104–105.  
<https://doi.org/10.7202/700181ar>

PARENT, Jean, *Le Modèle suédois*, Calmann-Lévy, Paris, 1970, 303p.

À une époque où l'on s'interroge de plus en plus sur les finalités sociales et le sens du « progrès » économique, nous témoignons une renaissance de la pensée utopique. Des sociétés « modèles » réelles ou fictives sont recherchées pour définir l'ensemble des caractéristiques d'organisation sociale qu'on va essayer de réaliser pour atteindre un bien-être social maximum. Parmi les pays qu'on retrouve sur une telle liste de sociétés modèles figurent le Japon, les États-Unis, la Chine, Cuba et la Suède. Dans cet ouvrage, le professeur Parent de l'Université de Paris s'attache à définir dans quelle mesure la Suède peut effectivement servir d'exemple. Il en résulte un compte rendu descriptif de la réalité suédoise pondéré dans une certaine mesure par des essais d'analyse socio-économique.

*Le Modèle suédois* commence par établir la supériorité de la Suède dans le domaine de la croissance économique et de l'abondance matérielle. Il note le grand essor suédois qui date du démarrage industriel en 1880-1910. La Suède augmente son revenu par tête de 78% dans cette période contre 38% pour la France et 48% pour l'Angleterre. En 1913-1937, la Suède échappe aux grands désastres engendrés par la guerre et la Dépression et accuse un accroissement du revenu *per capita* de 37% contre 8% pour la France et 6% pour la Grande-Bretagne. L'avance se réduit quand même dans l'après-guerre. Il reste par contre qu'en employant les indices de l'abondance matérielle, la Suède se place aujourd'hui au second rang après les États-Unis.

Mais ce n'est pas uniquement dans le domaine de la croissance que la Suède est un modèle de succès. Les performances japonaises sont certainement plus impressionnantes et par ce fait même plus exaltantes. C'est surtout dans la notion plus subtile de développement économique que la Suède peut enseigner au monde. Si l'on entend par développement économique un accroissement continu du bien-être (plutôt que du revenu uniquement), on voit que la Suède a fait d'immenses progrès dans cette direction. Le tour de force suédois a été de permettre la consommation en masse de biens que j'appelle « quaternaires »<sup>1</sup> qui sont les biens abstraits qui alimentent le bien-être social. Dans le domaine de la *santé*, l'éducation, la *sécurité sociale* et les *pensions de vieillesse* le

système suédois a effectivement réalisé l'égalité « devant la mort » et devant les « opportunités de la vie ». Et pour couronner cet exploit multiple, le système suédois a également réalisé la « paix sociale » c'est-à-dire l'équilibre des classes et leur coexistence pacifique sans conflits destructeurs.

Cependant la société suédoise reste paradoxale et soutient certainement des « contradictions ». Est-elle socialiste ? Non diront les marxistes, car la propriété des moyens de production est privée et du reste fortement concentrée. La Suède remplit presque toutes les conditions du « capitalisme de monopole » de Baran et Sweezy. L'industrie est dominée par des « hypergroupes » coalitions financières semblables aux trusts et cartels qui sont eux-mêmes dirigés par une poignée d'individus utilisant le système des *interlocking directorates*. Deux frères d'une même famille, par exemple (Jacob et Marcus Wallenberg), cumulent dix-huit présidences de sociétés oligopolistiques ainsi que sept vice-présidences. Cette concentration noyautée autour d'anciennes entreprises familiales rappellent certainement l'Allemagne des Krupp, la France des Rothschild, etc.

La société suédoise est-elle donc capitaliste ? Non, encore, car la distribution du revenu est remarquablement égalitaire, l'imposition fiscale très forte et les pouvoirs de la collectivité sur les individus très impressionnants.

La clé du régime suédois réside dans une adaptation du principe classique de l'équilibre par la séparation des pouvoirs et la généralisation des contrepoids effectifs. La force ouvrière est unie sous l'égide d'un syndicat national le *Landorganisationem sverige* (L.O.). La force patronale lui oppose un syndicat d'employeurs le *Svenska Arbetsgivare Foreninger* (S.A.F.). Leur confrontation aboutit à un équilibre de terreur qui crée la « paix sociale ». L'État dominé par la *Social-Démocratie* reste l'arbitre suprême. Cependant, il est lui aussi contrôlé du dedans et du dehors. Par exemple, les *media* (radio-télévision) n'appartiennent pas à l'État mais à une série de coopération, syndicats et hypergroupes qui en assurent la neutralité.

En dernière analyse, le véritable secret de la réussite du système suédois ne réside pas tellement dans ses structures mais dans la vo-

<sup>1</sup> Kimon VALASKAKIS, *Mega Economics, A System Approach to Economic Development* (à paraître en 1972).

lonté des hommes de faire marcher celles-ci sans heurts. Par exemple, les habitudes de consommation des employeurs et des employés ne se distinguent pas tellement, de sorte qu'il n'y a pas d'effet de démonstration qui créerait l'envie, la jalousie et la privation subjective. Les Suédois emploient le principe d'équilibre avec une autodiscipline remarquable. Les contraintes qui empêchent les abus sont imposés par les individus sur eux-mêmes.

L'ouvrage du professeur Parent représente une bonne introduction au « modèle suédois » et sa vue d'ensemble est assez complète. La seule réserve que j'aurais à faire c'est que l'auteur ne s'est pas suffisamment attaché au problème de la « qualité de la vie ». Il ne suffit pas d'avoir la croissance matérielle, la santé et l'éducation. Une vraie société-modèle devrait aussi fournir une haute « qualité de la vie », condition subjective et psychique qui montre que les individus sont effectivement « satisfaits » et « heureux » (au sens technique de l'« utilité » en science économique). Les indices d'aliénation ou de non-aliénation sociale sont généralement éloquentes à ce sujet. On a beaucoup parlé du taux élevé de suicide en Suède. On a également parlé de mécontentement croissant de la jeunesse suédoise avec le système en place. Si la société suédoise est, malgré ses exploits indéniables, sujette aux mêmes malaises que la nôtre en Amérique du Nord, le « modèle » suédois est-il vraiment un « modèle » ? C'est le genre de question que le professeur Parent n'a pas suffisamment traitée. Son livre reste néanmoins une vue d'ensemble fort intéressante de ce pays scandinave qui intrigue tant de monde.

Kimon VALASKAKIS

*Sciences économiques,  
Université de Montréal.*

JOHNSON, E. A. J., *The Organization of Space in Developing Countries*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, 452p.

Comme le souligne lui-même M. Johnson en introduction, nous sommes en présence, dans ce volume, d'une synthèse d'éléments déjà connus. Professeur à l'Université Johns Hopkins, il a passé plusieurs années de sa vie en Inde,

en Grèce, en Yougoslavie et en Corée et avait alors publié des études originales de géographie économique. Il nous présente ici une étude qui se situe quelque part entre l'essai descriptif et la théorie économique, étude qui propose la création, dans les pays en voie de développement, de centres urbains, reliés entre eux pour lutter contre la stagnation économique.

Ce qui le préoccupe particulièrement, en effet, c'est la dichotomie, dans ces pays, entre les très rares grandes métropoles et le nombre fantastique de minuscules villages, et il y voit une cause importante de leurs difficultés économiques. Attribuer aux minuscules villages des valeurs mystérieuses qui doivent être préservées tient, selon lui, du « folklore du développement » (p. 373) ; s'appuyant sur des données empruntées aux expériences yougoslaves, israéliennes et portoricaines, il affirme que le progrès économique peut au contraire être atteint « en restructurant l'espace qui relie la ville à la campagne ». M. Johnson préconise la création de centres urbains de tailles différentes, programmés selon un paradigme différent de celui des théories économiques conventionnelles. Ces théories du développement prévoient que l'expansion des métropoles permettra celle des vastes régions qui les entourent (théorie des pôles de croissance). Mais ceci ne s'est, en fait, guère produit dans les pays en voie de développement. S'inspirant des travaux de Lösch (*The Economics of Location*), M. Johnson retient l'idée d'une structure hexagonale de marché et met l'accent sur le rôle des moyens de transport comme critère principal d'efficacité de cette planification spatiale (*spatial design*).

Volume bizarre que celui-ci, cependant, puisqu'il ne consacre que les deux dernières pages (pp. 418-419) à cette idée annoncée en introduction et qui limite à dix lignes l'intérêt d'une telle structure toute fonctionnelle : les ruraux doivent pouvoir vendre leurs produits à la ville, l'électrification sera plus facile. L'ensemble du volume est en fait consacré à la présentation des différentes théories de la croissance économique, que M. Johnson ne commente guère. Il est donc intéressant dans la mesure où il présente des théories touchant à plusieurs disciplines (histoire, urbanisme, géographie) et non à la seule économie. On aurait cependant souhaité que l'auteur explicite sa pensée, et surtout qu'il ne passe pas sous silence les difficultés d'application de toutes ces théories, dont la sienne. Difficultés d'ordre géo-